



Bonjour chers lecteurs, le **Club Droit** est ravi de vous proposer cette première newsletter mensuelle, à paraître tous les premiers mardi du mois.

Ce mois-ci, retrouvez **les articles qui font l'actu, notre lexique juridique, ainsi que les évènements juridiques du moment.**

N'hésitez pas à poser vos questions, donner vos avis mais aussi vos recommandations.  
**Bonne lecture !**

*La rédaction du **Club Droit** de l'**AEGE** !*

## Le passe sanitaire transformé en passe vaccinal



Le pass sanitaire, instauré par la loi du 31 mai 2021, étendu par la loi du 5 août 2021 à de nombreuses activités de la vie quotidienne et prolongé jusqu'au 31 juillet 2022 par la loi du 10 novembre 2021, est remplacé par un pass vaccinal pour les plus de 16 ans et les adultes.

## Procès du 13-Novembre : que savait vraiment l'accusé Adel Haddadi de sa mission suicide en France ?



La Cour d'assises spécialement composée s'est intéressée ce vendredi au cas de l'Algérien Adel Haddadi. Il devait prendre part aux attentats de Paris avec le Pakistanais Muhammad Usman, également dans le box des accusés. Mais ils ont été bloqués dans le chemin vers la France. Revivez l'audience de ce vendredi 14 janvier 2022.

## La filiation de l'enfant issu d'une assistance médicale à la procréation après la loi du 2 août 2021



La loi n° 2021-1017 du 2 août 2021 relative à la bioéthique ne révolutionne pas la filiation de l'enfant issu d'une assistance médicale à la procréation (AMP). À bien des égards, elle reprend des règles connues du droit antérieur. Cependant, elle introduit dans le Code civil un nouveau chapitre, au sein duquel apparaissent des dispositions originales concernant la filiation de l'enfant issu d'une AMP sollicitée par un couple de femmes, et elle crée, pour la circonstance, un nouveau mode d'établissement de la filiation par reconnaissance conjointe qui soulève de nombreuses interrogations.

## Présidentielles 2022 : les revendications fiscales des start-ups



Dans son manifeste des start-ups françaises adressé aux candidats à l'élection présidentielle, France Digitale dresse la feuille de route des mesures à prendre pour que la France, et plus largement l'Europe, rattrapent l'avance technologique des géants américains et chinois. Parmi les mesures présentées, plusieurs actionnent le levier de la fiscalité.

## Bras de fer entre la Pologne et l'UE : que signifie la primauté du droit européen ?



Le bras de fer continue entre la Pologne et l'Union européenne. Le Tribunal constitutionnel polonais juge en effet que certains articles des traités de l'UE sont "incompatibles" avec la Constitution nationale. Cette décision est cependant jugé illégale selon la Commission européenne. Derrière les tensions entre Bruxelles et Varsovie se joue une question fondamentale d'un point de vue juridique : le droit européen prime-t-il sur le droit national ? Le sommet européen de ce jeudi 21 octobre s'annonce tendu.

## La justice valide les sondes de l'Anssi placées chez les opérateurs pour détecter les cyberattaques

La loi de programmation militaire 2019-2025 a instauré un mécanisme de surveillance des réseaux pour détecter les cybermenaces par les opérateurs de communications électroniques de leur plein gré ou sur demande l'Anssi. La Quadrature du Net, Franciliens.net et la Fédération des fournisseurs d'accès à internet associatifs avaient contesté cette disposition craignant pour les libertés numériques. Leurs arguments viennent d'être rejetés par le Conseil d'Etat.

## La présidence française du Conseil de l'Union européenne



Pour la première fois depuis 14 ans, la France prendra la présidence du Conseil de l'Union européenne (UE) le 1er janvier 2022. Comment fonctionne la présidence du Conseil de l'UE et quel sera le rôle de la France dans ce cadre ?

## Droit de l'UE : La procédure de violation grave des valeurs communes de l'union



Le 12 septembre 2018, le Parlement européen a adopté une résolution relative à une proposition invitant le Conseil de l'Union européenne à constater, conformément à l'article 7, paragraphe 1 du Traité de l'Union, l'existence d'un risque clair de violation grave par la Hongrie des valeurs communes sur lesquelles l'Union est fondée. Explications

## La définition Juridique !

### Le thème de ce mois-ci : les juridictions en droit français

“ Dans le système juridique français, il existe trois types de juridictions qui peuvent être compétentes pour recevoir et juger les procédures en contentieux :

- **les juridictions civiles** sont compétentes pour régler les litiges des personnes de droit privé : entreprises ou salariés
  - **les juridictions pénales** sont compétentes pour régler les litiges liés à des contraventions, des délits ou des crimes
  - **les juridictions administratives** sont compétentes pour régler les litiges des personnes de droit public : administration, agent fonctionnaire, syndicats du service public...
- ”

### Actu juridique : calendrier des procès et affaires en cours

- Procès des **attentats du 13 novembre 2015** - Jusqu'au 25/05/2022
- Procès de **l'assassinat du père Hamel** – du 14 février au 11 mars 2022
- Procès du déraillement de **l'Intercité de Brétigny sur Orge** – du 25 avril au 17 juin 2022
- Procès de **Deliveroo pour travail dissimulé** – du 8 au 16 mars 2022
- Décision pour **Twitter** sur son **obligation de signaler la haine en ligne** – prise le 20/01
- Ghislaine Maxwell **reconnue coupable de ses chefs d'accusation** – le 29/12/2021

Pour nous contacter : [droit@aege.fr](mailto:droit@aege.fr)

Rédaction : Club Droit - AEGE  
196, rue de Grenelle - 75007 Paris

